

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2009 — 3401

[2009/204270]

19 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement flamand portant agrément du « Master of Urban Studies » comme nouvelle formation de la "Vrije Universiteit Brussel"

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre, article 31, 2° à 8° inclus, 11°, article 60septies, inséré par le décret du 19 mars 2004, article 61, remplacé par le décret du 19 mars 2004 et modifié par les décrets des 30 avril 2004 et 16 juin 2006, et article 62, remplacé par le décret du 19 mars 2004 et modifié par le décret du 16 juin 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 juin 2004 relatif à l'introduction de demandes de nouvelles formations dans l'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 septembre 2005 portant autorisation d'exécuter et de sanctionner certains règlements de l'Organisation d'accréditation néerlandaise-flamande;

Vu l'évaluation positive que le Gouvernement flamand a donné le 10 juillet 2008 quant à la macro-efficacité de la formation;

Vu le rapport d'évaluation positif de l'Organisation d'accréditation néerlandaise-flamande, établi le 6 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 5 juin 2009;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La formation de master Master of Urban Studies est agréée comme nouvelle formation de la "Vrije Universiteit Brussel". La formation est classée dans la discipline combinée Langue et littérature, Histoire, Archéologie et sciences de l'art, Droit, notariat et criminologie, Psychologie et sciences de l'éducation, Sciences économiques et sciences économiques appliquées, Sciences politiques et sociales et Sciences. La durée de la formation s'élève à 120 unités d'études. La langue d'enseignement est l'anglais. La formation peut être organisée à partir de l'année académique 2009-2010.

Art. 2. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 19 juin 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,

F. VANDENBROUCKE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3402

[2009/204369]

24 SEPTEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides *de minimis*;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, tel qu'il a été modifié par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois du 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 septembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 septembre 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que la crise actuelle du secteur laitier provoquée par la chute exceptionnelle des prix du lait à la fin de l'année 2008 implique la mise en œuvre d'urgence de mesures de soutien au secteur;

Considérant qu'il y a notamment lieu de mettre en place sans délai un régime d'aide au profit des producteurs de lait pour soulager la trésorerie des exploitations laitières;

Considérant qu'il y a également lieu de mettre en place sans délai un régime d'aide *de minimis* au profit des producteurs de lait pour leur permettre de diversifier leurs activités, notamment dans le cadre de la transformation et de la commercialisation de produits laitiers et ce, afin d'augmenter la rentabilité de leur production;

Considérant que tout retard dans l'adoption et la mise en œuvre de ces régimes d'aide serait préjudiciable à l'ensemble du secteur laitier;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, l'intitulé du Titre 4 est remplacé comme suit :

"TITRE 4. — *Aides diverses*".

Art. 2. Dans le Titre 4 du même arrêté, il est inséré un chapitre I^{er}bis rédigé comme suit :

"CHAPITRE I^{er}bis. — *Aides régionales visant à faire face à la baisse des prix des produits agricoles*."

Art. 76bis. Suite à une baisse exceptionnelle ou imprévisible des prix des produits agricoles reconnue comme telle par le Gouvernement, l'agriculteur qui apporte la preuve qu'il éprouve des difficultés de trésorerie peut bénéficier d'aides régionales consistant notamment en une subvention-intérêt. Les difficultés de trésorerie se concrétisent notamment par des retards de paiement de ses fournisseurs.

Pour chaque mise en œuvre des aides visées à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement détermine un budget maximal, la période pendant laquelle ces aides peuvent être octroyées, les formes d'aides complémentaires et les catégories d'agriculteurs qui peuvent en bénéficier.

Le Ministre, en accord avec le Ministre du Budget, fixe la forme et les conditions d'application de ces aides. Il tient le Gouvernement informé de l'arrêté adopté dans ce cadre."

Art. 3. Dans le Titre 4 du même arrêté, il est inséré un chapitre I^{er}ter rédigé comme suit :

"CHAPITRE I^{er}ter. — *Aides régionales à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles*."

Art. 76ter. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une aide *de minimis* peut être octroyée aux exploitants et entreprises agricoles dont la principale activité est la production primaire pour le développement d'activités de transformation ou de commercialisation de leurs produits agricoles.

Le montant de cette aide n'excède pas, sur trois exercices fiscaux, 1.000 euros par agriculteur.

Le bénéficiaire des aides ne peut être une entreprise en difficulté au sens des lignes directrices communautaires concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté.

§ 2. Les dépenses éligibles à l'aide visée au § 1^{er} sont les suivantes :

1° les dépenses de marketing relatives à la commercialisation de produits agricoles;

2° les investissements mobiliers liés à la transformation et la commercialisation de produits agricoles;

3° les dépenses liées à des études de marché portant sur la transformation et la commercialisation de produits agricoles;

4° les dépenses de conseils pour la mise en place de nouvelles activités de transformation et de commercialisation de produits agricoles, notamment les conseils fiscaux et les plans d'affaires;

5° l'acquisition, par un agriculteur, de parts représentatives de capital d'une société coopérative de transformation et de commercialisation.

§ 3. Le Ministre, en accord avec le Ministre du Budget, fixe la forme, la durée et les conditions d'application de ces aides. Il définit également les catégories de bénéficiaires de ces aides. Il tient le Gouvernement informé de l'arrêté adopté dans ce cadre.

Art. 76quater. Peut également être octroyée une aide sous forme de garantie publique couvrant au maximum 80 % de la somme empruntée et servant à financer, par dérogation à l'article 1^{er}, 17°, des activités de transformation et de commercialisation de produits agricoles. Le montant de l'emprunt couvert par la garantie publique n'excède pas, sur trois exercices fiscaux, 300.000 euros par société coopérative de transformation et de commercialisation.

La garantie publique visée à l'alinéa 1^{er} contient une aide *de minimis*. Le bénéficiaire de cette aide ne peut être une entreprise en difficulté au sens des Lignes directrices communautaires concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté.

Le Ministre, en accord avec le Ministre du Budget, fixe la durée et les conditions d'application de la garantie publique. Il définit également les catégories de bénéficiaires de cette garantie. Il tient le Gouvernement informé de l'arrêté adopté dans ce cadre."

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 5. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 septembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3402

[2009/204369]

24. SEPTEMBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf "De-minimis"-Beihilfen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

Aufgrund des am 23. September 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. September 2009 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die derzeitige Krise des Milchsektors, die durch den außerordentlichen Verfall der Milchpreise zum Ende des Jahres 2008 verursacht worden ist, die dringende Umsetzung von Maßnahmen zur Förderung des Sektors erforderlich macht;

In der Erwägung, dass insbesondere unverzüglich eine Beihilferegelung zugunsten der Milcherzeuger einzuführen ist, um die Finanzlage der Milchbetriebe zu verbessern;

In der Erwägung, dass zudem unverzüglich ein System von "De-minimis"-Beihilfen zugunsten der Milcherzeuger einzuführen ist, um ihnen zu ermöglichen, ihre Aktivitäten zu diversifizieren, insbesondere im Rahmen der Verarbeitung und der Vermarktung der Milchprodukte, um somit die Wirtschaftlichkeit ihrer Produktion zu erhöhen;

In der Erwägung, dass jegliche Verspätung bei der Verabschiedung und der Umsetzung dieser Beihilferegelungen sich negativ auf den gesamten Milchsektor auswirken würde;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor wird der Wortlaut von Titel 4 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"TITEL 4 — *Sonstige Beihilfen*".

Art. 2 - In Titel 4 des genannten Erlasses wird ein Kapitel *Ibis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"KAPITEL *Ibis* — *Regionale Beihilfen zur Bekämpfung des Preisverfalls der Agrarprodukte*

Art. 76*bis* - Im Anschluss an einen außergewöhnlichen oder unvorhergesehenen Preisverfall der Agrarprodukte, der als solcher von der Regierung anerkannt wird, kann der Landwirt, der den Beweis erbringt, dass er sich in finanziellen Schwierigkeiten befindet, in den Genuss von regionalen Beihilfen - insbesondere in Form einer Zinssubvention - gelangen. Diese finanziellen Schwierigkeiten werden insbesondere durch Verzögerungen bei den Zahlungen an seine Lieferanten konkretisiert.

Für die Umsetzung von Absatz 1 legt die Regierung einen Höchstbetrag an Haushaltsmitteln fest, sowie den Zeitraum, über den diese Beihilfen gewährt werden können, die Arten der zusätzlichen Beihilfen und die Kategorien von Landwirten, denen diese Beihilfen gewährt werden können.

Der Minister bestimmt im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts die Form und die Anwendungsbestimmungen dieser Beihilfen. Er informiert die Regierung über den in diesem Rahmen verabschiedeten Erlass."

Art. 3 - In Titel 4 des genannten Erlasses wird ein Kapitel *Iter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"KAPITEL *Iter* — *Regionale Beihilfen für die Verarbeitung und die Vermarktung von Agrarprodukten*

Art. 76*ter* - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann den landwirtschaftlichen Betriebsinhabern, deren Haupttätigkeit in der Primärproduktion für die Entwicklung von Aktivitäten zur Verarbeitung oder zur Vermarktung ihrer landwirtschaftlichen Erzeugnisse besteht, eine "De-minimis"-Beihilfe gewährt werden.

Der Betrag dieser Beihilfe beträgt für drei Steuerjahre höchstens 1.000 Euro pro Landwirt.

Bei dem Beihilfeempfänger darf es sich nicht um ein Unternehmen in Schwierigkeiten handeln im Sinne der Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten.

§ 2. Die Ausgaben, für die eine in § 1 angeführte Beihilfe gewährt werden kann, sind folgende:

1° Ausgaben für Marketing im Rahmen der Vermarktung von Agrarprodukten;

2° Investitionen in bewegliche Güter in Zusammenhang mit der Verarbeitung und der Vermarktung von Agrarprodukten;

- 3° Ausgaben für Marktstudien über die Verarbeitung und die Vermarktung von Agrarprodukten;
 4° Ausgaben für Beratungsleistungen bei der Umsetzung neuer Aktivitäten zur Verarbeitung und Vermarktung von Agrarprodukten, insbesondere für die Steuerberatung und die Geschäftspläne;
 5° der Erwerb durch einen Landwirt von Kapitalanteilen einer Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung.

§ 3. Der Minister bestimmt im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts die Form, die Dauer und die Anwendungsbestimmungen dieser Beihilfen. Er legt zudem die Kategorien der Beihilfeempfänger fest. Er informiert die Regierung über den in diesem Rahmen verabschiedeten Erlass.

Art. 76^{quater} - Eine Beihilfe in Form einer öffentlichen Bürgschaft, die maximal 80% eines aufgenommenen Darlehens deckt, welches in Abweichung von Artikel 1, 17° dazu dient, Aktivitäten zur Verarbeitung und Vermarktung von Agrarprodukten zu finanzieren, kann ebenfalls gewährt werden. Der Betrag dieses durch eine öffentliche Bürgschaft gedeckten Darlehens darf über drei Steuerjahre 300.000 Euro pro Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung nicht übersteigen.

Die in Absatz 1 angeführte öffentliche Beihilfe umfasst eine "De-minimis"-Beihilfe. Bei dem Beihilfeempfänger darf es sich nicht um ein Unternehmen in Schwierigkeiten handeln im Sinne der Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten.

Der Minister bestimmt im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts die Dauer und die Anwendungsbestimmungen dieser Beihilfen. Er legt zudem die Kategorien der Beihilfeempfänger fest. Er informiert die Regierung über den in diesem Rahmen verabschiedeten Erlass."

Art. 4 - Der vorliegende Erlass wird am Tag seiner Unterzeichnung wirksam.

Art. 5 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. September 2009

Der Minister-Präsident,
 R. DEMOTTE

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen
 und Erbe,
 B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3402

[2009/204369]

24 SEPTEMBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de-minimissteun;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, zoals gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 13 juli 2001;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 september 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 september 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige crisis in de zuivelsector veroorzaakt door de buitengewone daling van de melkprijzen aan het einde van het jaar 2008 impliceert dat steunmaatregelen voor de sector dringend getroffen moeten worden;

Overwegende dat er met name reden is om een steunregeling ten gunste van de zuivelproducenten op touw te zetten om de thesaurie van de zuivelbedrijven te ontlasten;

Overwegende dat er tevens reden is om een de-minimissteunregeling ten gunste van de zuivelproducenten in te voeren opdat ze hun activiteiten zouden kunnen diversifiëren, met name in het kader van de verwerking of de afzet van zuivelproducten, en dit, om de rentabiliteit van hun productie te verhogen;

Overwegende dat elke vertraging in de aanneming en de uitvoering van bovenvermelde steunregelingen nadelig zou zijn voor het geheel van de zuivelsector;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector wordt het opschrift van Titel 4 vervangen als volgt :

"TITEL 4 — *Diverse steun*"

Art. 2. In Titel 4 van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk *Ibis* ingevoegd, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK *Ibis*. — *Gewestelijke steun om het hoofd te bieden aan de daling van de prijzen van de landbouwproducten*

Art. 76^{bis}. Ten gevolge van een uitzonderlijke of onvoorziene daling van de prijzen van de landbouwproducten die als dusdanig erkend wordt door de Regering, kan de landbouwer die bewijst dat hij thesaurieproblemen heeft, de gewestelijke steun genieten, die met name in een rentesubsidie bestaat. De thesaurieproblemen nemen met name een concrete vorm aan door achterstallen aan zijn leveranciers.

Voor elke uitvoering van de in het eerste lid bedoelde steun bepaalt de Regering een maximale begroting, de periode waarin die steun kan worden toegekend, de bijkomende steunvormen en de categorieën landbouwers die ervan kunnen genieten.

In overeenstemming met de Minister van Begroting bepaalt de Minister de vorm en de voorwaarden voor de toepassing van die steun. Hij houdt de Regering op de hoogte van het in dit kader aangenomen besluit.”

Art. 3. In Titel 4 van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk *Iter* ingevoegd, luidend als volgt :

“HOOFDSTUK *Iter*. — *Gewestelijke steun voor de verwerking en de afzet van landbouwproducten.*

Art. 76ter. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan een de-minimissteun toegekend worden aan de landbouwbedrijfshoofden en aan de landbouwbedrijven die de primaire productie als hoofdzakelijke activiteit hebben, voor de ontwikkeling van activiteiten inzake verwerking of afzet van hun landbouwproducten.

Het bedrag van die steun is niet hoger dan 1.000 euro per landbouwer over drie fiscale boekjaren.

De begunstigde van die steun mag geen onderneming met moeilijkheden zijn in de zin van de communautaire richtlijnen betreffende de staatssteun voor de redding en de herstructurering van de ondernemingen in moeilijkheden.

§ 2. De uitgaven die voor de in § 1 bedoelde steun in aanmerking komen, zijn de volgende :

1° de marketinguitgaven betreffende de afzet van landbouwproducten;

2° de roerende investeringen gebonden aan de verwerking en de afzet van landbouwproducten;

3° uitgaven gebonden aan marktonderzoeken over de verwerking en de afzet van landbouwproducten;

4° de consulentenuitgaven voor de opzet van nieuwe activiteiten inzake verwerking en afzet van landbouwproducten, met name de belastingconsulenten en de zakenplanners;

5° de aankoop door een landbouwer van aandelen die het maatschappelijk kapitaal van een coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap vertegenwoordigen.

§ 3. In overeenstemming met de Minister van Begroting bepaalt de Minister de duur en de voorwaarden voor de toepassing van die steun. Hij bepaalt ook de categorieën begunstigden van die steun. Hij houdt de Regering op de hoogte van het in dit kader aangenomen besluit.

Art. 76quater. Kan ook toegekend worden, een steun in de vorm van een overheidsgarantie die maximum 80 % van het geleende bedrag dekt en die, in afwijking van artikel 1, 17°, dient om activiteiten inzake verwerking en afzet van landbouwproducten te financieren. Het bedrag van de lening gedekt door de overheidsgarantie is niet hoger dan 300.000 euro per coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap over drie fiscale boekjaren.

De in het eerste lid bedoelde overheidsgarantie omvat een de-minimissteun. De begunstigde van die steun mag geen onderneming met moeilijkheden zijn in de zin van de communautaire richtlijnen betreffende de staatssteun voor de redding en de herstructurering van ondernemingen in moeilijkheden.

In overeenstemming met de Minister van Begroting bepaalt de Minister de duur en de voorwaarden voor de toepassing van de overheidsgarantie. Hij bepaalt ook de categorieën begunstigden van die garantie. Hij houdt de Regering op de hoogte van het in dit kader aangenomen besluit.”

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 5. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken,
Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3403

[2009/204370]

24 SEPTEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant application de l'article 76bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, tel qu'il a été modifié par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois du 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, notamment l'article 76bis;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 septembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 septembre 2009;

Considérant que la crise actuelle du secteur laitier provoquée par la chute exceptionnelle des prix du lait à la fin de l'année 2008 implique la mise en œuvre d'urgence de mesures de soutien au secteur;

Considérant qu'il y a également lieu de mettre en place sans délai un régime d'aide *de minimis* au profit des producteurs de lait pour leur permettre de diversifier leurs activités, notamment dans le cadre de la transformation et de la commercialisation de produits laitiers et ce, afin d'augmenter la rentabilité de leur production;

Considérant que tout retard dans l'adoption et la mise en œuvre de ces régimes d'aide serait préjudiciable à l'ensemble du secteur laitier;